



## **Bâtir une solidarité durable en revalorisant le statut des bénévoles et des travailleuses et travailleurs sociaux !**

Dans le monde associatif, se croisent deux dynamiques essentielles : celle des bénévoles, et celle des salarié.e.s, souvent moins connue. Ensemble, ils incarnent un combat commun pour la dignité humaine, dans un contexte de précarité croissante et de politiques publiques toujours largement insuffisantes.

Le bénévolat est un pilier central des structures d'aide, avec 13 millions de bénévoles. Une part significative s'investit dans l'hébergement social ou la distribution alimentaire via des organisations comme Emmaüs, ou les Restos du Cœur, mais aussi via d'autres structures associatives locales.

Face à l'engagement des bénévoles, les salarié.e.s incarnent la stabilité et la continuité indispensables au fonctionnement de ces structures. Environ 50 000 professionnel.le.s sont employé.e.s dans ce secteur en France. Ils jouent un rôle crucial en apportant une expertise et une organisation rigoureuse.

Cependant, cet engagement se heurte à des obstacles. Les salaires plafonnent à 1 800 euros nets pour un éducateur spécialisé, dérisoire au regard de la complexité et de la charge émotionnelle de ce travail. Le manque de moyens financiers et humains oblige les professionnel.le.s à un effort personnel supplémentaire, créant une pression et un stress intense, augmentant le risque de burn-out. Cela est renforcé par un manque de bénévoles, face auquel les institutions ne fournissent pas les efforts suffisants au vu de l'ampleur des besoins.

Face aux politiques libérales de l'État, accentuées par les décisions de certaines collectivités locales, comme celle menée par Christelle Morançais en Pays de la Loire, 67 % des associations employeuses sont contraintes de réduire leur activité. Ces chiffres montrent que les dispositifs existants, bien qu'utiles, peinent à mobiliser suffisamment de personnes pour répondre aux défis colossaux des structures d'hébergement.

Ainsi, face à ces constats, des solutions structurelles et ambitieuses sont nécessaires. Nous, Jeunes socialistes de Loire-Atlantique, proposons de :

- Créer un observatoire de l'engagement social permettant une analyse constante des besoins et adapter les politiques publiques en temps réel.
- Multiplier les formations gratuites et le soutien aux bénévoles afin de renforcer leur efficacité et leur intégration dans les structures.
- Créer un statut national pour les bénévoles afin de reconnaître juridiquement l'engagement bénévole en proposant des crédits retraite ou des avantages fiscaux
- Accroître le soutien financier aux régions, départements et communes en première ligne, par l'indexation de la dotation globale de fonctionnement sur l'inflation, pour qu'elles puissent pallier les carences de l'État.
- Revaloriser les salaires des travailleuses et travailleurs sociaux : rehausser significativement les rémunérations pour fidéliser les professionnels et attirer de nouvelles vocations.